

13 juin 2017

## **Remarques sur le nouveau protocole ANFR**

### **1) Dans l'introduction :**

#### **« Le protocole de mesure en quelques mots »:**

Le Cas B ne doit pas être réalisé que sur « demande spécifique clairement documentée », en effet de nombreuses demandes de mesures sont faites par des particulier non avertis, sans réalisation du Cas A (service par service) et du Cas B il leur est impossible de déterminer la/les sources responsables du niveau d'exposition de leur logement. Cette mesure n'est alors d'aucune utilité pour eux.

L'extrapolation à puissance maximale des antennes devrait être automatique puisque le décret vérifié (décret du 3 mai 2002) prévoit bien un seuil maximal d'exposition. Il est cohérent d'évaluer le niveau maximal d'exposition pour comparaison avec le niveau maximal réglementaire.

#### **« Qui effectue les mesures ? »**

Les experts et les organismes agréés doivent faire partie de la liste des personnes habilités à réaliser des mesures.

#### **« Pourquoi l'ANFR fait-elle évoluer le protocole de mesure ? »**

Une mesure à 50cm ne suffit pas pour certains dispositifs. De nombreux appareils sont utilisés à une plus grande proximité du corps, une mesure à 50cm ne sera pas représentative du réel niveau d'exposition dans de nombreux cas.

### **2) Remarques générales :**

Ce nouveau protocole présente les insuffisances suivantes dans le cadre de la gestion des risques technologiques :

1°) Il ne prend en compte que les risques d'effets thermiques, les effets à long terme ne sont pas abordés, comme l'indique clairement la directive 2013/35/UE du 26 juin 2013 dans son alinéa 7, laquelle étant transcrite en droit français par le décret n°2016-1074 du 3 août 2016 en vigueur le 1 janvier 2017.

2°) Les exigences essentielles comprenant la santé, la sécurité des personnes et la compatibilité électromagnétique (CEM) afin d'éviter tout dysfonctionnement dommageable pour les biens et pour les tiers, retranscrites dans le code des postes et de communications électroniques (loi l32-12), ne sont pas toutes respectées. Le décret CEM n°2015-1084 et les normes NF-EN 61000 sont exclues.

3°) Concernant les mesures des rayonnements radiofréquences compris de 10 kiloHertz à 10 MégaHertz, le protocole prête à confusion.

Dans ce cas les lois physiques mesurent séparément les champs électriques en volts par mètre (V/m) et les champs magnétiques en ampères par mètre (A/m).

Ce ne sont ni des champs d'induction mesurés en microTeslas, ni des densités de puissance mesurées en watts par mètre carré, ni en volts par mètres.

4°) Concernant les incertitudes des mesures, l'incertitude étendue (intervalle de confiance à 95%) est calculée, mais le protocole ne la répercute pas sur les résultats des mesures.

Il faut rappeler qu'en métrologie c'est une obligation qu'appliquent tous les scientifiques. L'INERIS, l'INRS, l'INSERM, l'INSA, le CNRS l'intègrent dans la présentation de leurs résultats.

De plus, cette notion d'incertitude est prise en compte et appliquée dans la mise en place des restrictions de base relatives à l'exposition aux champs électromagnétiques dans la recommandation 1999/519/ce du 12 juillet 1999 (décret de 2002 n°2002-775).

5°) Concernant le cas B et les extrapolations sur les nouvelles fréquences étudiées et sur la 4G LTE 800 et LTE 2600, rien n'est bien clair.

6°) De plus le champ électrique total n'est toujours pas calculé, la plage de l'exposition subie par le public n'est pas explicitée et donc la gestion des risques technologiques n'est pas assurée.

## **Conclusion**

Ce protocole reste incomplet par rapport au précédent. Il ne fournit pas les éléments nécessaires à une réelle gestion des risques potentiels sur les biens et les personnes.